

(45. 1.)

KONINKLIJKE BOODSCHAP.

Aan

de Tweede Kamer der Staten-Generaal.

Wij bieden U hiernevens ter overweging aan een ontwerp van wet (en bijlage) tot goedkeuring van het internationaal verdrag van 21 Juni 1920 tot oprichting te Parijs van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek.

De toelichtende memorie en bijlage, die het wetsontwerp vergezelt, bevat de gronden waarop het rust.

En hiermede bevelen Wij U in Godes heilige bescherming.

's Gravenhage, den 19 September 1921.

WILHELMINA.

(45. 2.)

ONTWERP VAN WET.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRADIE GODES, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging hebben genomen, dat het op 21 Juni 1920 te Parijs tusschen Nederland voor het Rijk in Europa en Nederlandsch-Indië en andere Staten en Koloniën gesloten internationaal verdrag tot oprichting te Parijs van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek aan het Rijk geldelijke verplichtingen oplegt:

Gelet op het tweede lid van artikel 59 der Grondwet;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel 1.

Het nevens deze wet in afdruk gevoegde, den 21sten Juni 1920 te Parijs tusschen Nederland voor het Rijk in Europa en Nederlandsch-Indië en andere Staten en Koloniën gesloten internationaal verdrag tot oprichting te Parijs van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek wordt goedgekeurd.

Artikel 2.

Deze wet treedt in werking op den dag harer afkondiging.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

*De Minister van Landbouw, Nijverheid
en Handel,*

De Minister van Koloniën.

CONVENTION INTERNATIONALE

pour la Création, à Paris, d'un institut
international du froid,

conclue

Entre la République Argentine, la Belgique, le Chili, la Chine, la Colombie, la République de Costa-Rica, la République Cubaine, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies et Protectorats français de l'Indo-Chine, Madagascar, la Grande-Bretagne et les Dominions de l'Afrique du Sud, le Canada, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, l'Italie et ses Colonies d'Erythrée, de Tripolitaine et des Somalis, le Japon, le Luxembourg, le Maroc, la Principauté de Monaco, la Norvège, la République de Panama, les Pays-Bas et leurs Colonies des Indes Néerlandaises, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'état Serbe-Croate-Slovène, le Siam, la Suède, la Suisse, la République Tchéco-Slovaque, la Tunisie et l'Uruguay.

Les Soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Paris, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Institut international du Froid, dont le Siège est à Paris. Tout Etat, Dominion ou Colonie qui n'est pas signataire de la présente Convention pourra y adhérer sur sa demande, si son admission à l'Institut international du Froid est prononcée par la Conférence générale prévue à l'article 4 ci-après, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. La demande sera adressée au Directeur de l'Institut; elle comportera l'engagement de participer par une subvention annuelle aux frais de l'Institut, dans les conditions déterminées par l'Article 9. Dès qu'une admission aura été prononcée, avis en sera donné par le Directeur au Ministre des Affaires Etrangères de la République Française, qui la notifiera à tous les Gouvernements adhérents.

Art. 2.

Les personnes morales ou privées ayant joué un rôle dans la science et les industries du froid et les bienfaiteurs de l'Institut international du Froid pourront, par une décision du Comité Exécutif, recevoir le titre de membre correspondant de l'Institut.

Art. 3.

L'Institut, bornant son action dans le domaine international, a pour objets principaux :

1°. De favoriser l'enseignement de la science et de la pratique du froid, ainsi que le développement et la vulgarisation des études et des recherches scientifiques ou techniques effectuées dans ce domaine;

2°. De favoriser l'étude des meilleures solutions des questions se rapportant à la conservation, au transport et à la distribution des denrées périssables;

3°. De faire connaître, en indiquant l'origine des renseignements publiés, la situation mondiale des denrées frigorifiées, au triple point de vue de la production, de la circulation et de la consommation;

4°. De centraliser, en vue de leur publication, tous les renseignements et documents scientifiques, techniques et économiques concernant la production et l'utilisation du froid;

5°. De centraliser, pour leur étude, les lois, règlements et renseignements de toute nature intéressant les industries du froid et de présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des Gouvernements les mesures tendant à l'amélioration et à l'unification des règlements concernant la circulation internationale des produits susceptibles de bénéficier des applications du froid;

6°. D'organiser les Congrès internationaux du froid;

7°. De se tenir en liaison constante avec les groupements scientifiques et professionnels intéressés, en vue d'assurer la réalisation de son programme d'action.

Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation et l'administration d'un Etat particulier sont exclues de la compétence de l'Institut international du Froid.

Art. 4.

L'Institut international du Froid est placé sous l'autorité et le contrôle d'une Conférence générale composée de représentants désignés par les Etats participants. Les Etats qui ne désirent pas nommer de représentants officiels peuvent faire agréer par l'Institut international du Froid un groupement qualifié qui y représentera leur pays en leurs lieux et place.

Le nombre des représentants de chaque Etat dans la Conférence générale est celui fixé par l'Article 9 de la présente Convention, qui règle la participation des Etats aux dépenses de l'Institut. Les membres de la Conférence empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leurs Collègues de la Conférence.

La Conférence générale se réunit au moins tous les deux ans.

Art. 5.

Le pouvoir exécutif de l'Institut international du Froid est confié à un Comité Exécutif qui, sous la direction et le contrôle de la Conférence générale, en exécute les délibérations et prépare les propositions à lui soumettre.

Le Comité Exécutif se compose de membres désigné par les Gouvernements respectifs. Chaque Etat, Dominion et Colonie adhérents sera représenté dans le Comité Exécutif par un membre.

Les Présidents des Commissions internationales prévues à l'Article 7 de la présente Convention ont entrée au Comité Exécutif avec voix consultative.

Le Comité Exécutif se réunit au moins deux fois par an. Il est chargé de faire exécuter les décisions de la Conférence générale; il a le plein contrôle sur l'administration de l'Institut; il nomme au scrutin secret le Directeur, qui remplit les fonctions de Secrétaire général de la Conférence

générale; il fixe le règlement organique du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

Les membres du Comité Exécutif empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leurs Collègues du Comité.

Le Comité Exécutif pourra constituer, dans son sein, un Comité Directeur.

Dans l'intervalle des sessions, le Comité Exécutif possède les pouvoirs de la Conférence générale, sous réserve de ratification par celle-ci des décisions prises.

Le Comité Exécutif choisit, dans son sein, 1 Président, 6 Vice-Présidents et un Comité d'Administration, composé de 12 membres, qui prépare le budget et présente un rapport annuel sur la situation financière de l'Institut.

Sous le contrôle du Comité d'Administration, le Directeur mandate les dépenses et opère les recettes; il signe toutes quittances et tous reçus; il acquitte, accepte, endosse ou tire toute traite, effet ou mandat pour le compte de l'Institut.

Art. 6.

Le fonctionnement de l'Institut est assuré par un personnel rétribué comprenant un Directeur, nommé par le Comité Exécutif, et les agents nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Comité Exécutif, sur la proposition du Directeur.

Art. 7.

Les études prévues par l'Article 3 de la présente Convention sont entreprises et poursuivies par des Commissions internationales dont le nombre et les attributions sont fixés par la Conférence générale.

Ces études se rapportent aux questions ayant trait à la production et à l'utilisation du froid dans tous les domaines et notamment:

- A l'obtention des basses températures;
- Au matériel et aux installations frigorifiques;
- Aux applications industrielles du froid;
- Aux transports;
- A la législation;
- A l'enseignement;
- A l'économie générale et à la statistique.

Le Président de chacune de ces Commissions est choisi par la Conférence générale et en est le rapporteur devant elle.

La composition de chaque Commission est fixée également par la Conférence générale sur propositions présentées par le Président désigné par elle, en tenant compte des vœux exprimés par les Associations du Froid ou autres organismes scientifiques ou industriels des pays adhérant à la présente Convention.

Art. 8.

Les travaux des Commissions et les renseignements de toute nature recueillis par l'Office central de l'Institut en vertu de l'Article 3 de la présente Convention sont publiés par la voie d'un Bulletin. Cette publication officielle est faite en anglais et en français, mais une édition dans toute autre langue des Pays adhérant à la présente Convention pourra être publiée sur la demande des Pays intéressés, dans la mesure où les ressources ordinaires et extraordinaires de l'Institut le permettront.

Le service gratuit du Bulletin est effectué à tous les Pays adhérant à la présente Convention dans une proportion fixée, selon la catégorie dans laquelle ils sont inscrits, par la Conférence générale.

Goedkeuring internationaal verdrag van 21 Juni 1920 tot oprichting te Parijs v/e Internat. Instituut voor Koeltechniek.

Art. 9.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Institut sont couvertes:

1°. Par les subventions annuelles des Etats qui acceptent de prendre part à son fonctionnement et dont la contribution est fixée suivant les catégories ci-après:

Catégories.	Subventions annuelles.	Nombre de représentants à la Conférence générale.
	francs	
I	12 000	6
II	9 000	5
III	6 000	4
IV	4 000	3
V	2 000	2
VI	1 000	1

2°. Par les recettes provenant des abonnements au *Bulletin* et de la vente des publications de l'Institut réalisés dans les conditions fixées par le Comité Exécutif;

3°. Par les souscriptions, dons et legs qui peuvent lui advenir légalement en vertu notamment de l'application de l'article 2 de la présente Convention.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des Pays contractants sont versées par ces derniers, au commencement de chaque année, au Directeur de l'Institut, par l'entremise du Ministère des Affaires étrangères de la République Française.

Art. 10.

La présente Convention est conclue pour une période de dix années. A l'expiration de ce terme, elle sera renouvelée par tacite reconduction de cinq en cinq années, chaque Gouvernement ayant le droit de se retirer de l'Institut ou de modifier la catégorie dans laquelle il s'est rangé, après chaque période, sur avis préalable d'une année au moins.

Tout Gouvernement venant à adhérer ultérieurement est lié jusqu'à l'expiration de la première période de dix années, s'il est admis dans les cinq premières années de cette période. Dans le cas contraire, il est lié jusqu'à l'expiration de la période additionnelle de cinq années qui suit celle au cours de laquelle il est admis.

Art. 11.

La présente Convention sera ratifiée. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement Français par les sois duquel il en sera donné avis aux autres Pays signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement Français.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Fait à Paris, le vingt et un juin mil neuf cent vingt, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Pays signataires.

Ledit exemplaire, daté comme il est dit ci-dessus, pourra être signé jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Pour la République Argentine:	De Alvaer. Jorge Guerrero.
Pour la Belgique:	Walter Peereboom.
Pour le Chili:	Maximiliano Ibanez.
Pour la Chine:	
Pour la Colombie:	
Pour la République de Costa-Rica:	Manuel de Peralta.
Pour la République Cubaine:	Rafael Martinez Ortiz.
Pour le Danemark:	H. A. Bernhofft.
Pour l'Espagne:	Mariano Bastos.
Pour la Finlande:	
Pour la France:	J. Ricard. André Lebon. Maurice Lesage.
Pour l'Algérie:	E. Gérard.
Pour les Colonies de l'Afrique Occidentale française et pour Madagascar:	You.
Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indo-Chine:	Garnier.
Pour la Grande-Bretagne:	
Pour les Dominions de l'Afrique du Sud:	
Pour le Canada:	
Pour le Commonwealth d'Australie:	
Pour la Nouvelle-Zélande:	
Pour les Indes:	
Pour la Grèce:	Skousès.
Pour le Guatemala:	
Pour la République d'Haïti:	
Pour l'Italie:	Andrea Sabini.
Pour les Colonies italiennes d'Erythrée, de Tripolitaine et des Somalis:	Le dr. Uberto Ferretti.
Pour le Japon:	H. Ashida.
Pour le Luxembourg:	J. Ph. Wagner.
Pour le Maroc:	Nacivet.
Pour la Principauté de Monaco:	Balny d'Avricourt.
Pour la Norvège:	Christoffer Smith.
Pour la République de Panama:	R. A. Amador.
Pour les Pays-Bas et	
Pour les Indes Néerlandaises:	Kamerlingh Onnes.
Pour le Pérou:	
Pour la Pologne:	Stanislas Sokolowski.
Pour le Portugal:	José de Mattos Braancamps.
Pour la Roumanie:	
Pour l'Etat Serbe-Croate-Slovene:	Douchans. Tomitch.
Pour le Siam:	
Pour le Suède:	
Pour la Suisse:	Dunant. Ch. Guillaume.
Pour la République Tchéco-Slovaque:	V. C. Vanicek.
Pour la Tunisie:	H. Geoffroy Saint-Hilaire.
Pour l'Uruguay:	

(45. 3.)

MEMORIE VAN TOELICHTING.

Op 21 Juni 1920 vond te Parijs de ondertekening plaats — mede namens Nederland voor het Rijk in Europa zoowel als voor Nederlandsch-Indië — van een verdrag tot oprichting aldaar van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek. Dit „Institut international du Froid” is als eene voortzetting te beschouwen van de in 1908 gestichte „Association internationale du Froid”, eene vereeniging, waarbij naast een groot aantal andere landen ook Nederland en Nederlandsch-Indië als „membre bienfaiteur”, de Nederlandsche Vereeniging voor Koeltechniek als donateur en verschillende landgenooten als gewone leden waren aangesloten.

In eene algemeene vergadering dier vereeniging, gehouden te Parijs in December 1919, besloot men om verschillende redenen tot eene reorganisatie over te gaan. De groote ontwikkeling, waartoe gedurende den oorlog de toepassing der koeltechniek, vooral op het gebied van de levensmiddelenvoorziening, was gekomen, had de vraag doen rijzen of het niet gewenscht was te pogen tot eene instelling te geraken, welke meer dan de bestaande zou in staat zijn in het algemeen belang van de koeltechnische wetenschap partij te trekken, en welker rechtsvorm betere waarborgen zou geven voor een krachtig voortbestaan. Men meende, dat voor de „association” in de plaats moest komen eene instelling, waarvan uitsluitend Staten en Koloniën deel zouden uitmaken — zulks naar voorbeeld van het Internationaal Landbouwinstituut te Rome — en waaraan door ieder van hen zooveel zou worden bijgedragen, dat daarmede ook het bestaan van het instituut verzekerd zou zijn.

Een desbetreffend bestuursvoorstel leidde tot het besluit de „Association” op te heffen en daarvoor een instituut als hierboven geschetst in de plaats te doen treden.

Het zou, naar de ondergeteekenden meenen, overbodig zijn eene uiteenzetting in den breede te geven van het nut, dat door eene dergelijke instelling, indien deze door samenwerking der verschillende mogendheden tot stand komt, kan worden gesticht. Vooral in den huidige tijd van verminderde wereldvoortbrenging, doch ook bij voortduuring, is het een gebiedende eisch te bevorderen, dat het voortgebrachte zooveel mogelijk voor bederf en verspilling wordt gevrijwaard. De kennis en toepassing der koeltechniek zullen hier toe in groote mate kunnen medewerken, vooral indien eene internationale publiekrechtelijke organisatie hieraan leiding geeft.

De Regeering heeft dan ook niet geaarzeld om zoowel voor het Rijk in Europa als voor Nederlandsch-Indië aan eene uitnodiging om lid te worden van het Instituut gevolg te geven.

Gelijk reeds gezegd brengt deze toetreding de verplichting mede een jaarlijksche bijdrage in de kosten van het instituut te verstrekken.

Naargelang van de grootte van dit bedrag zijn de toegetreden leden gerangschikt in 6 categorieën. Elke categorie geeft recht op een zeker aantal vertegenwoordigers in de „Conférence générale”, die aan het hoofd van het instituut staat. (Art. 9 jo art. 4 van het verdrag.)

De Regeering heeft het in overeenstemming geacht met de

beteekenis van Nederland op het gebied der koeltechniek, ons land te doen deelnemen in de 4de categorie, met eene jaarlijksche bijdrage van 4000 francs. Nederland staat daarbij gelijk met landen als Canada en Denemarken en krijgt daardoor het recht op 3 vertegenwoordigers in de Conférence générale. Nederlandsch-Indië trad in de 5de categorie toe met eene bijdrage van 2000 francs per jaar.

In verband met deze geldelijke verplichting is voor de toetreding van Nederland tot het verdrag de goedkeuring der Staten-Generaal noodig. Het hierbij gaand ontwerp van wet strekt tot het verkrijgen dier goedkeuring.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.

*De Minister van Landbouw, Nijverheid
en Handel,*
H. A. VAN IJSSELSTEIJN,

De Minister van Koloniën,
DE GRAAFF.

VERDRAG

tot oprichting van een Internationaal
Instituut voor Koeltechniek te Parijs

gesloten

tusschen Argentinië, België, Chili, China, Columbia, Costa-Rica, Cuba, Denemarken, Spanje, Finland, Frankrijk, Algiers, de Koloniën van Fransch-West-Afrika, de Fransche Koloniën en Protectoraten van Indo-China, Madagascar, Groot-Britannië en de Unie van Zuid-Afrika, Canada, Australië, Nieuw-Zeeland, Britsch-Indië, Griekenland, Guatemala, Haïti, Italië en zijne koloniën Erythrea, Tripolis en Somaliland, Japan, Luxemburg, Marokko, Monaco, Noorwegen, Panama, Nederland en zijne Nederlandsch-Indische Koloniën, Peru, Polen, Portugal, Roemenië, Servië, Siam, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije, Tunis en Uruguay.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven genoemde landen, zijn, vereenigd in eene Conferentie te Parijs, het navolgende overeengekomen:

Artikel 1.

De Hooge Contracteerende Partijen verbinden zich tot het stichten en in stand houden van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek, welks zetel is te Parijs. Iedere Staat, Dominion of Kolonie, die het onderhavige Verdrag niet heeft ondertekend, zal op zijn verzoek kunnen toetreden, indien tot zijn toelating tot het Internationaal Instituut voor Koeltechniek wordt besloten door de algemeene Conferentie, bedoeld in artikel 4, met eene meerderheid van twee derden der tegenwoordige of vertegenwoordigde leden. Het verzoek zal worden gericht tot den Directeur van het Instituut; het zal de verplichting medebrengen om door een jaarlijksche bijdrage in de kosten van het Instituut deel te nemen, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 9. Zoodra tot eene toelating zal zijn besloten, zal door den Directeur daarvan mededeeling worden gedaan aan den Minister van Buitenlandsche Zaken van Frankrijk, die daarvan aan alle toegetreden Regeeringen zal kennis geven.

Artikel 2.

Rechtspersonen of natuurlijke personen, die een rol hebben gespeeld op het gebied van de wetenschap en de industrieën

van de koeltechniek en de begunstigers van het Internationaal Instituut voor Koeltechniek zullen, bij besluit van het Uitvoerend Comité, den titel van corresponderend lid van het Instituut kunnen ontvangen.

Artikel 3.

Het Instituut, dat zijn werkzaamheden op internationaal gebied beperkt, heeft als voornaamste doeleinden:

1. het bevorderen van het onderwijs in de wetenschap en de practijk van de koeltechniek en de uitwerking en de verspreiding van de studiën en wetenschappelijke of technische onderzoekingen, op dat gebied uitgevoerd;

2. het bevorderen van de studie van de beste oplossingen der vraagstukken, welke betrekking hebben op het bewaren, het vervoer en de verspreiding van aan bederf onderhevige waren;

3. het bekendmaken, onder opgave van de herkomst der openbaar gemaakte gegevens, van den toestand over de geheele wereld van de afgekoelde waren met betrekking tot voortbrenging, vervoer en verbruik;

4. het bijeenbrengen, met het oog op hunne openbaarmaking, van alle wetenschappelijke, technische en economische gegevens en documenten, welke betrekking hebben op het voortbrengen en benutten van de koude;

5. het bijeenbrengen voor hun onderzoek van de wetten, reglementen en gegevens van allerlei aard, welke van belang zijn voor de koeltechniekindustrieën en zoo noodig het aan de Regeeringen ter goedkeuring voorleggen van maatregelen, strekkende tot verbetering en unificatie der voorschriften betreffende het internationale vervoer van voortbrengselen, waarop de toepassing van de koeltechniek van nut kan zijn;

6. het organiseren van internationale Congressen voor de koeltechniek;

7. voortdurend in verbinding te blijven met de betrokken wetenschappelijke kringen en vakmensen, ten einde de uitvoering van zijn werkprogramma te verzekeren.

Alle vraagstukken, die betrekking hebben op de economische belangen, de wetgeving en het inwendig bestuur van een Staat in het bijzonder, vallen buiten de bevoegdheid van het Internationaal Instituut voor Koeltechniek.

Artikel 4.

Het Internationaal Instituut voor Koeltechniek is geplaatst onder het gezag en toezicht van eene algemeene Conferentie, samengesteld uit vertegenwoordigers, aangewezen door de deelnemende Staten. De Staten, die geen officieele vertegenwoordigers wenschen te benoemen, kunnen door het Internationaal Instituut voor Koeltechniek de aanwijzing doen goedkeuren van een bepaalden kring, die er hun land zal vertegenwoordigen.

Het aantal vertegenwoordigers van elken Staat in de algemeene Conferentie is vastgesteld bij artikel 9 van het onderhavige verdrag, dat de deelneming der Staten in de kosten van het Instituut regelt. De leden van de Conferentie, die verhinderd zijn eene bijeenkomst bij te wonen, hebben het recht aan een van hunne medeleden in de Conferentie volmacht te verlenen.

De algemeene Conferentie komt minstens eenmaal in de twee jaren bijeen.

Artikel 5.

De uitvoerende macht van het Internationaal Instituut voor Koeltechniek berust bij een Uitvoerend Comité, dat, onder de leiding en het toezicht van de algemeene Conferentie, de beslissingen van deze ten uitvoer legt en de aan haar oordeel te onderwerpen voorstellen voorbereidt.

Het Uitvoerend Comité bestaat uit leden door de onderscheidene Regeeringen aangewezen. Iedere toegetroden Staat, Dominion en Kolonie wordt in het Uitvoerend Comité door één lid vertegenwoordigd.

De Voorzitters van de internationale Commissies, bedoeld in artikel 7 van het onderhavige verdrag, hebben toegang tot het Uitvoerend Comité met een raadgevende stem.

Het Uitvoerend Comité vergadert minstens tweemaal per jaar. Het is belast met de uitvoering van de besluiten der algemeene Conferentie; het heeft het volledig toezicht op het bestuur van het Instituut; het benoemt bij geheime stemming den Directeur, die de functie bekleedt van algemeen Secretaris der algemeene Conferentie; het stelt het reglement voor het personeel vast, zoomede alle maatregelen welke voor de werking van het Instituut noodzakelijk zijn.

De leden van het Uitvoerend Comité, die verhinderd zijn eene vergadering bij te wonen, hebben het recht een van hunne medeleden in het Comité volmacht te geven.

Het Uitvoerend Comité kan uit zijn midden een Besturend Comité benoemen.

Gedurende den tijd tusschen de zittingen heeft het Uitvoerend Comité de bevoegdheden van de algemeene Conferentie, onder voorbehoud van bekrachtiging door deze van de genomen beslissingen.

Het Uitvoerend Comité kiest uit zijn midden één Voorzitter, zes Onder-Voorzitters en een Comité van Administratie, bestaande uit twaalf leden, dat de begrooting opmaakt en een jaarlijksch verslag over den financiële toestand van het Instituut uitbrengt.

Onder toezicht van het Comité voor Administratie stelt de Directeur order op het doen der uitgaven en draagt zorg voor de ontvangsten; hij teekent alle quitanties en ontvangstbewijzen; hij betaalt, accepteert, endosseert of trekt alle wissels, handelspapieren of mandaten voor rekening van het Instituut.

Artikel 6.

De werking van het Instituut wordt verzekerd door een bezoldigd personeel, daaronder begrepen een Directeur, benoemd door het Uitvoerend Comité, en de voor de werking van het Instituut noodige agenten. De benoeming en het ontslag van alle beambten geschiedt door het Uitvoerend Comité op voorstel van den Directeur.

Artikel 7.

De onderzoekingen, bedoeld in artikel 3 van het onderhavige verdrag, worden ondernomen en uitgevoerd door internationale Commissies, waarvan het aantal en de bevoegdheden worden vastgesteld door de algemeene Conferentie. Deze onderzoekingen betreffen de vraagstukken, welke betrekking hebben op de benutting en de voortbrenging der koude op elk gebied en met name:

- het verkrijgen van lage temperaturen;
- koelmateriaal en koelinstallaties;
- industrieele toepassingen van de koeltechniek;
- vervoer;
- wetgeving;
- onderwijs;
- algemeene economie en statistiek.

De Voorzitter van elk dier Commissies wordt gekozen door de algemeene Conferentie, wier rapporteur hij is.

De samenstelling van elke Commissie wordt eveneens door de algemeene Conferentie bepaald op voorstel van den door haar aangewezen Voorzitter, rekening houdende met de wenschen, uitgesproken door de Vereenigingen voor Koeltechniek of andere wetenschappelijke of industrieele organisaties van de landen welke tot het onderhavige Verdrag zijn toegetreden.

Artikel 8.

De werkzaamheden der Commissies en de gegevens van allerlei aard, door het centraal Bureau van het Instituut krachtens artikel 3 van het onderhavige Verdrag verzameld, worden door middel van een tijdschrift bekendgemaakt. Dit officieele orgaan wordt in het Engelsch en in het Fransch

Goedkeuring internationaal verdrag van 21 Juni 1920 tot oprichting te Parijs v/e Internat. Instituut voor Koeltechniek.

uitgegeven, maar een uitgave in elke andere taal van een land, tot het onderhavige Verdrag toegetreden, zal kunnen geschieden op verzoek van de belanghebbende landen, naarmate de gewone of buitengewone inkomsten van het Instituut dit zullen veroorloven. Het tijdschrift wordt kosteloos verstrekt aan alle tot het onderhavige Verdrag toegetreden landen in eene verhouding door de algemeene Conferentie vastgesteld volgens de categorie, waarin zij zijn ingeschreven.

Artikel 9.

De voor de werking van het Instituut noodzakelijke kosten worden gedekt:

1°. door de jaarlijksche subsidies van de Staten, die zich verbinden aan zijn werking deel te nemen en waarvan de bijdrage is bepaald volgens onderstaande categorieën:

Categorieën.	Jaarlijksche subsidies.	Aantal vertegenwoordigers in de algemeene Conferentie.
	francs	
I	12 000	6
II	9 000	5
III	6 000	4
IV	4 000	3
V	2 000	2
VI	1 000	1

2°. door de ontvangsten verkregen uit de abonnementen op het tijdschrift en den verkoop van de publicaties van het Instituut, onder de voorwaarden door het Uitvoerend Comité vastgesteld;

3°. door de bijdragen, giften en legaten, die het Instituut wettig zouden toekomen, bijzonderlijk ingevolge de toepassing van artikel 2 van deze overeenkomst.

De bedragen, vormende het aandeel van elk der contracteerende Landen, worden door deze aan het begin van elk jaar door tusschenkomst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Frankrijk aan den Directeur van het Instituut overgemaakt.

Artikel 10.

Het onderhavige verdrag wordt gesloten voor een tijdperk van 10 jaren. Bij den afloop van dien termijn zal het worden vernieuwd door stilzwijgende verlenging van telkens vijf jaren, terwijl elke Regeering het recht heeft zich na afloop van elk tijdperk uit het Instituut terug te trekken of de categorie, waarin zij zich heeft geplaatst, te wijzigen, mits daarvan één jaar van te voren mededeeling wordt gedaan.

Elke Regeering, die later toetreedt, is tot na afloop van het eerste tijdperk van 10 jaren gebonden, indien zij in de eerste vijf jaren van dat tijdperk is toegelaten. In het tegenovergestelde geval is zij gebonden tot na afloop van het tijdperk van vijf jaren, volgende op dat, in den loop waarvan zij is toegelaten.

Artikel 11.

Het onderhavige Verdrag zal worden bekrachtigd. Elke Mogendheid zal, binnen den kortst mogelijken tijd, haar akte van bekrachtiging aan de Fransche Regeering doen toekomen, door wier tusschenkomst daarvan aan de andere onderteekenende Mogendheden kennis zal worden gegeven.

De akten van bekrachtiging blijven bewaard in de archieven van de Fransche Regeering.

Het onderhavige Verdrag zal voor alle onderteekenende Mogendheden in werking treden op den dag der nederlegging van de akte van bekrachtiging.

Gedaan te Parijs, den een en twintigsten Juni negentienhonderd en twintig, in een enkel exemplaar, dat bewaard zal blijven in de archieven van de Fransche Regeering en waarvan gewaarmerkte afschriften zullen worden toegezonden aan elk der onderteekenende Landen.

Dit exemplaar, gedagteekend gelijk hierboven aangegeven, zal kunnen worden onderteekend tot en met 31 December 1920.

Ten blijke waarvan de hieronder genoemde Gevolmachtigden, wier volmachten in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, het onderhavige Verdrag hebben onderteekend:

Voor Argentinië:	De Alvaer. Jorge Guerrero.
Voor België:	Walter Peereboom.
Voor Chili:	Maximiliano Ibanez.
Voor China:	
Voor Columbia:	
Voor Costa-Rica:	Manuel de Peralta.
Voor Cuba:	Rafael Martinez Ortiz.
Voor Denemarken:	H. A. Bernhoff.
Voor Spanje:	Mariano Bastos.
Voor Finland:	
Voor Frankrijk:	J. Ricard. André Lebon. Maurice Lesage. E. Gérard.
Voor Algiers:	
Voor de Koloniën van Fransch West-Afrika en voor Madagascar:	You.
Voor de Fransche Koloniën en Protectoraten van Indo-China:	Garnier.
Voor Groot-Brittannië:	
Voor de Unie van Zuid-Afrika:	
Voor Canada:	
Voor Australië:	
Voor Nieuw-Zeeland:	
Voor Britsch-Indië:	
Voor Griekenland:	Skousés.
Voor Guatemala:	
Voor Haïti:	
Voor Italië:	Andrea Sabini.
Voor de Italiaansche Koloniën Erythrea, Tripolis en Somaliland:	Dr. Uberto Ferretti.
Voor Japan:	H. Ashida.
Voor Luxemburg:	J. Ph. Wagner.
Voor Marokko:	Nacivet.
Voor Monaco:	Balny d'Avricourt.
Voor Noorwegen:	Christoffer Smith.
Voor Panama:	R. A. Amador.
Voor Nederland en zijne Ned.-Indische Koloniën:	Kamerlingh Onnes.
Voor Peru:	
Voor Polen:	Stanislas Sokolowski.
Voor Portugal:	José de Mattos Braancamps.
Voor Rumenië:	
Voor Servië:	Douchans Tomitch.
Voor Siam:	
Voor Zweden:	
Voor Zwitserland:	Dunant. Ch. Guillaume.
Voor Tsjecho-Slowakije:	V. C. Vanicek.
Voor Tunis:	H. Geoffroy Saint-Hilaire.
Voor Uruguay:	